

## TRADUCTION

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2003 — 4701

[C — 2003/36193]

**3 DECEMBRE 2003. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 17 décembre 2002 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer**

Le Ministre flamand de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Coopération au Développement,

Vu le règlement (CE) n° 2341/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 établissant, pour 2003, les possibilités de pêche et les conditions associées pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques, applicables dans les eaux communautaires et, pour les navires communautaires, dans les eaux soumises à des limitations de capture;

Vu la loi spécifique du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, V, remplacée par la loi spécifique du 13 juillet 2001;

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971, 18 juillet 1973, 22 avril 1999 et 3 mai 1999;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983, 29 décembre 1990 et 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, modifié par les arrêtés royaux des 15 décembre 1994, 4 mai 1995, 4 août 1996, 2 décembre 1996, 13 septembre 1998, 3 février 1999, 13 mai 1999, 20 décembre 1999 et 20 août 2000, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2001 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2002 portant des mesures complémentaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par les arrêtés ministériels des 27 janvier 2003, 26 février 2003, 26 mars 2003, 28 avril 2003, 27 mai 2003, 23 juin 2003, 19 août 2003, 28 août 2003, 5 septembre 2003, 25 septembre 2003, 16 octobre 2003, 5 novembre 2003 et 18 novembre 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vue de la bonne gestion de la réserve de soles en mer du Nord, il est nécessaire de prendre des mesures à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2003, notamment l'attribution des maxima de captures de sole par bateau de pêche pendant le mois de décembre;

Considérant que pour l'année 2003 des limitations de captures doivent être fixées afin d'étaler les débarquements, il est nécessaire, en conséquence, de prendre sans retard des mesures de conservation afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CE,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2002, portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifiés par les arrêtés ministériels des 23 juin 2003 et 25 septembre 2003 est complété par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent il est interdit, et ce depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), les captures de soles d'un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 4 kg multiplié par la puissance motrice du bateau de pêche exprimée en kW. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2003 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2003, à 24 heures.

Bruxelles, le 3 décembre 2003.

L. SANNEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 4702

[C — 2003/29579]

**19 NOVEMBRE 2003. — Décret portant des dispositions particulières relatives à l'attribution des emplois aux fonctions définies par le titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la Jeunesse (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les membres du personnel du ministère de la Communauté française qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, exercent depuis le 31 janvier 1999 au moins les fonctions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en application du titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse et dont l'engagement initial dans une de ces fonctions se fonde, d'une part, sur des critères comportant au moins une condition de diplôme en rapport avec la fonction et, d'autre part, sur une procédure de sélection comportant en tout cas un appel aux candidats publié au *Moniteur belge*, peuvent, à leur demande, être nommés à titre définitif dans les emplois du cadre du ministère de la Communauté française qui correspondent, chacun pour ce qui le concerne, à celle de ces fonctions qu'il exerce à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Les membres du personnel nommés en application de l'alinéa précédent sont directement soumis aux dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 3 à 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 janvier 1999 relatif aux agents des services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ainsi qu'aux statuts communs des agents des services du Gouvernement.

**Art. 2.** Dans un délai de six mois à dater de leur demande adressée au Gouvernement au plus tard dans les trois mois suivant la publication du présent décret au *Moniteur belge*, les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> sont évalués par une commission composée et présidée par le fonctionnaire visé à l'article 35 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, ci-après appelée la Commission.

Outre son président, la Commission est composée d'un ou plusieurs agents du ministère de la Communauté française désignés en raison de leur expérience en matière d'évaluation des membres du personnel exerçant leur fonction dans le secteur de l'aide à la jeunesse.

L'évaluation porte en tout cas sur la capacité des candidats à aborder et à rencontrer les situations pratiques qui participent de l'exercice de la fonction correspondant à l'emploi dont ils postulent la nomination à titre définitif.

**Art. 3.** Le SELOR adjoint à la Commission un fonctionnaire compétent en matière de sélection.

Le fonctionnaire ainsi désigné par le SELOR formule toute suggestion utile au bon déroulement et à l'efficacité de l'évaluation.

Il a la faculté d'adjointer son avis écrit au rapport d'évaluation.

**Art. 4.** Chaque évaluation fait l'objet d'un rapport motivé qui se conclut par une mention d'évaluation soit favorable soit défavorable.

Il est notifié au membre du personnel concerné qui vise et date le rapport qu'il restitue, accompagné s'il échet de ses observations, dans les quinze jours de sa réception.

La décision définitive d'évaluation est notifiée au membre du personnel dans le mois qui suit la restitution du rapport et le dossier complet de la procédure est transmis au Gouvernement.

**Art. 5.** Le Gouvernement nomme à titre définitif les membres du personnel bénéficiant d'une évaluation favorable en application de l'article 4, dernier alinéa.

**Art. 6.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 19 novembre 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,  
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.M. NOLLE

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,

M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

D. DUCARME

La Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. Marechal

—————  
Note

(1) *Sessions 2002-2003.*

Documents du conseil. Projet de décret, n° 437-1. Rapport, n° 437-2.

*Session 2003-2004.*

Compte rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 13 novembre 2003.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4702

[C — 2003/29579]

**19 NOVEMBER 2003. — Decreet houdende bijzondere bepalingen betreffende de toekenning van de betrekkingen voor de ambten bepaald bij titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die, op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, sedert minstens 31 januari 1999 de ambten van adviseur of directeur voor hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct directeur voor hulpverlening aan de jeugd uitoefenen in toepassing van titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd en van wie de oorspronkelijke aanwerving in een van deze ambten, enerzijds, op criteria waaronder minstens een voorwaarde van diploma in verband met het ambt en, anderzijds, op een selectieprocedure met een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, berust, kunnen, op hun verzoek, vast benoemd worden in de betrekkingen

van de personeelsformatie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die, elk afzonderlijk, overeenstemmen met de ambten die zij op de datum van inwerkingtreding van dit besluit uitoefenen.

De personeelsleden benoemd bij toepassing van het vorig lid worden rechtstreeks onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 1 en 3 tot 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 januari 1999 betreffende de ambtenaren van de Diensten van de Regering belast met de uitoefening van de bevoegdheden van adviseur of directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd ter uitvoering van titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd alsook aan de gemeenschappelijke statuten van de ambtenaren van de diensten van de Regering.

**Art. 2.** Binnen een termijn van zes maanden na hun aanvraag toegezonden aan de Regering ten laatste binnen de drie maanden die volgen op de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*, worden de personeelsleden bedoeld bij artikel 1 beoordeeld door een commissie samengesteld en voorgezeten door de ambtenaar bedoeld bij artikel 35 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, hierna de Commissie.

Naast de voorzitter, bestaat de Commissie uit een of meer ambtenaren van het ministerie van de Franse Gemeenschap aangewezen wegens hun ervaring inzake beoordeling van de personeelsleden die hun ambt uitoefenen in de sector van de hulpverlening aan de jeugd.

De beoordeling heeft in ieder geval betrekking op het vermogen van de kandidaten om een antwoord te brengen op de praktische toestanden die voortvloeien uit de uitoefening van het ambt dat overeenstemt met de betrekking waarvoor zij een vaste benoeming aanvragen.

**Art. 3.** SELOR vaardigt bij de Commissie een ambtenaar af bevoegd inzake selectie.

De aldus door SELOR aangewezen ambtenaar doet elke suggestie die nuttig is voor het goede verloop en de doeltreffendheid van de beoordeling.

Hij kan zijn schriftelijke advies voegen bij het verslag over de beoordeling.

**Art. 4.** Iedere beoordeling geeft aanleiding tot een met redenen omkleed advies op het einde waarvan een beoordelingsmelding, die ofwel gunstig of ongunstig is, voorkomt.

Er wordt ervan kennisgegeven aan het betrokken personeelslid dat op het verslag viseert, dateert en daarna terugbezorgt, desnoods samen met zijn opmerkingen, binnen de veertien dagen van de ontvangst.

Er wordt aan het personeelslid, binnen de maand die volgt op het terugbezorgen van het verslag, van de definitieve beslissing tot beoordeling kennisgegeven en het volledige dossier van de procedure wordt aan de Regering overgezonden.

**Art. 5.** De Regering benoemd in vast verband de personeelsleden die een gunstige beoordeling geniten met toepassing van artikel 4, laatst lid.

**Art. 6.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 november 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Optrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,  
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
D. DUCARME

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2002 - 2003*

Stukken van de Raad. Ontwerp van decreet, nr. 437-1. Verslag, nr. 437-2.

*Zitting 2003-2004*

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 november 2003.